

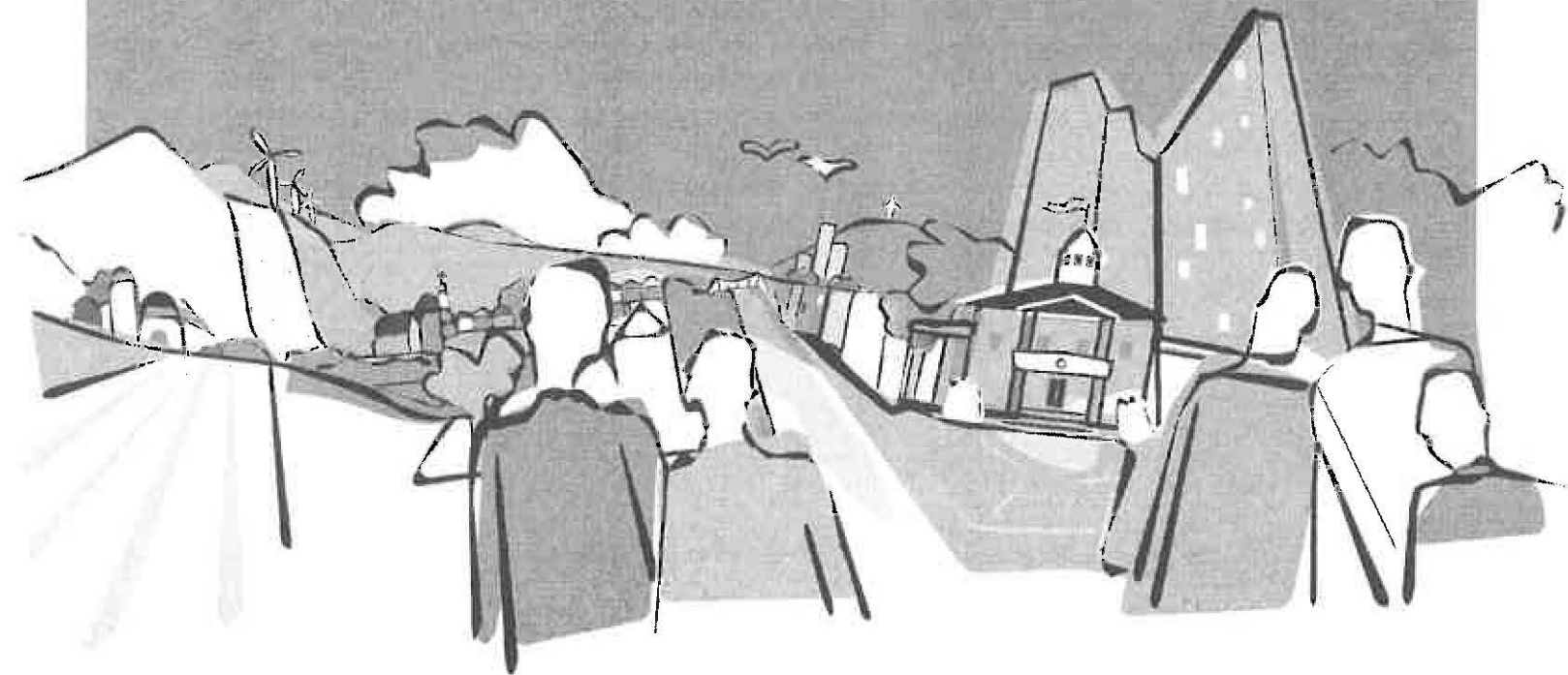
# Étude des crédits

## Demande de renseignements particuliers

Commission municipale du Québec

2016  
2017

Avril 2016



Québec 

**Étude des crédits 2016-2017**  
**Demande de renseignements particuliers**  
**Table de matières**

<b>Demande numéro</b>	<b>Libellé de la demande</b>
4	Pour chacun des organismes, agences ou autre instance relevant du ministère, pour l'année 2015-2016, indiquer : a. la liste des employés ou membres du conseil d'administration; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.
9	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2015-2016. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
11	Nombre de personnes parties à la retraite en 2015-2016.
12	Nombre de personnes engagées en 2015-2016.
14	Nombre d'ETC en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
54	Liste des droits d'opposition dont se sont prévaluées les municipalités reconstituées en 2015-2016. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée au ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.
55	Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par le ministre en 2015-2016. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui leur seront versées.
60	Liste et détails des mandats d'enquête réalisés par la Commission municipale du Québec en 2015-2016. Ventilation selon les mandats confiés par le ministre ou à l'initiative de la CMQ.
102	La liste des demandes d'examen préalable en matière de déontologie et d'éthique au niveau municipal traitées depuis 2010. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, règles d'après-mandat, corruption, etc.), le caractère vexatoire ou non, fondé ou non des différentes demandes et les suites qui ont été données par le ministère, la Commission municipale et le Directeur des poursuites criminelles et pénales aux demandes considérées comme fondées.

**Étude des crédits 2016-2017**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande n° 4  
CMQ

Pour chacun des organismes, agences ou autre instance relevant du ministère, pour l'année 2015-2016, indiquer : a) la liste des employés ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

**a) Liste des employés de la Commission municipale du Québec au 29 février 2016 :**

9 employés, dont un cadre, deux professionnels et six fonctionnaires (incluant 2 occasionnels).

**Liste des membres de la Commission municipale du Québec au 29 février 2016 :**

M<sup>e</sup> Brigitte Pelletier, présidente

M<sup>e</sup> Sandra Bilodeau

Mme Nancy Lavoie

M. Robert Pagé

M<sup>e</sup> Sylvie Piérard

M<sup>e</sup> Martine Savard

M<sup>e</sup> Léonard Serafini

M<sup>e</sup> Denis Michaud, vice-président

M<sup>e</sup> Thierry Usclat, vice-président éthique et déontologie

Me France Thériault

**b) Les mandats renouvelés sont les suivants :**

Aucun mandat n'a été renouvelé durant cette période.

**Étude des crédits 2016-2017**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande n° 4  
CMQ

Pour chacun des organismes, agences ou autre instance relevant du ministère, pour l'année 2015-2016, indiquer : a) la liste des employés ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

**c) Liste des personnes qui ont été nommées :**

Aucune nomination durant cette période.

**d) Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation et allocation de séjour :**

En date du 29 février 2016, les dépenses en frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas, frais de représentation et allocation de séjour des employés et des membres de la Commission municipale du Québec pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016 ont totalisé 74 410,35 \$.

**Étude des crédits 2016-2017**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande n° 9 CMQ	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2015-2016. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
---------------------	--

<b>Commission municipale du Québec</b>			
<b>Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité</b>	<b>Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités</b>	<b>Coût total <sup>1</sup> au 29 février 2016</b>	<b>Participants</b>
<b>Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) Barreau du Québec</b>	Directeur général et secrétaire-trésorier - La réalité du milieu	782,78 \$	11
	Le Code de déontologie des avocats fait peau neuve	40,00 \$	4
	Le nouveau Code de procédure civile - sommes-nous prêts ?	0,00 \$	1
	Revue annuelle de jurisprudence en droit administratif	180,00 \$	4
	Le nouveau Code de procédure civile par la Cour supérieure de la division de Québec	0,00 \$	11
	Le nouveau Code de procédure civile: pour une nouvelle culture et administration de la preuve	74,00 \$	1
	Le nouveau Code de procédure civile : la procédure contentieuse	58,00 \$	1
<b>Centre de placement et de formation des cadres (CPFC)</b>	Bien préparer sa retraite en trois temps	259,00 \$	1
<b>Chambre des notaires du Québec</b>	Réforme du Code de procédure civile	240,00 \$	1
<b>Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ)</b>	Congrès 2015 sous le titre Savoir se réinventer	348,82 \$	1
<b>Conférence des juges administratifs du Québec (CAJQ)</b>	La gestion d'audience: les meilleures pratiques	150,00 \$	2
	Développements récents en droit administratif	485,00 \$	7
<b>DS Welch Bussièrès</b>	La preuve en matière civile et sur différents sujets	1 520,01 \$	13
<b>École nationale d'administration publique (ENAP)</b>	Mini-colloque de l'Institut d'administration publique de Québec: outils pour assurer une cohérence	145,00 \$	1
<b>Élam limitée</b>	Cours d'anglais en entreprise	410,00 \$	1
<b>Institut de médiation et d'arbitrage du Québec</b>	Médiation interne/externe: enjeux et défis	39,32 \$	2
	La médiation: un outil à la portée de tous	21,74 \$	1

<sup>1</sup> Coût total : inscription et frais de déplacement

**Étude des crédits 2016-2017**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande n° 9 CMQ	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère en 2015-2016. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
---------------------	--

Commission municipale du Québec			
Nom de la personne ou de l'entreprise offrant l'activité	Titre de formation, de la conférence, de l'atelier ou de la journée d'activités	Coût total <sup>1</sup> au 29 février 2016	Participants
M <sup>e</sup> Michel Laplante, avocat	Compléter ses habiletés de plaideur	6 921,03 \$	1
Ministère du Conseil exécutif	Session d'accueil à l'intention des nouveaux membres des tribunaux administratifs	620,25 \$	1
Tremblay Bois Mignault Lemay	Décisions rendues par la Commission en matière d'éthique et de déontologie	460,44 \$	12
Université de Montréal	L'éthique dans la vie publique	45,74 \$	1
Université Laval	Séminaire doctoral: accès à la justice et diversification des modes de prévention et de règlement des différends	15,00 \$	1
	12 <sup>e</sup> conférence annuelle de Mme Claire l'Heureux-Dubé	0,00 \$	2
Wolters Kluwer	Colloque: éthique et déontologie dans le domaine municipal	162,30 \$	3

**Étude des crédits 2016-2017**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande n° 11

Nombre de personnes parties à la retraite en 2015-2016.

Pour l'année 2015-2016, il y a eu 2 départs à la retraite pour la CMQ.

**Étude des crédits 2016-2017**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande n° 12

Nombre de personnes engagées en 2015-2016.

Au 29 février 2016, aucune personne engagée à la CMQ.

Information connue au 29 février 2016  
Source : Actes de nomination

**Étude des crédits 2016-2017**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande n° 14

Nombre d'ETC en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

La cible d'ETC utilisé pour 2015-2016 est de 23 ETC pour la CMQ.

**Étude des crédits 2016-2017**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande n° 54

Liste des droits d'opposition dont se sont prévalués les municipalités reconstituées en 2015-2016. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée au ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.

La Commission n'a reçu aucune demande relative à un droit d'opposition en 15-16.

La Commission a reçu une demande des municipalités de Saint-Lambert, Brossard et Saint-Bruno-de-Montarville relative à leur opposition au Règlement CA-2014-218 sur le partage des dépenses mixtes adopté par la Ville de Longueuil dans l'exercice 14-15 pour laquelle elle a rendu sa décision lors de l'exercice 15-16 soit le 17 février 2016.

**Étude des crédits 2016-2017**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande n° 55 CMQ	Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par le ministre en 2015-2016. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui leur seront versées.
----------------------	---

Nomination	Mandat	Résultat du travail effectué	Sommes impliquées au 29 février 2016
Nancy Lavoie de la CMQ	Le 11 août 2015, le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire mandate la Commission municipale pour effectuer une étude visant à déterminer le caractère local ou supralocal d'équipements situés sur le territoire de la Ville de Trois-Pistoles et de la Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu.	Des séances de médiation se sont tenues les 21 et 22 septembre 2015, 8 octobre 2015, 5 novembre 2015 et le 9 février 2016.  Une séance de médiation est prévue le 13 avril 2016.	Aucune

**Étude des crédits 2016-2017**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande n° 60

Liste et détail des mandats d'enquête réalisés par la Commission municipale du Québec en 2015-2016. Ventilation selon les mandats confiés par le ministre ou à la propre initiative de la CMQ.

La Commission municipale du Québec (CMQ) a reçu le mandat de tenir une enquête publique sur la Ville de L'Assomption (décret 913-2014) le 22 octobre 2014. Le décret 215-2015 a prolongé jusqu'au 30 avril 2015, le délai pour le dépôt du rapport.

Comme le prévoit le décret, l'enquête de la CMQ porte sur les aspects suivants de l'administration de la Ville de L'Assomption depuis le 3 novembre 2013 :

- le processus d'octroi des contrats;
- la gestion des ressources humaines;
- le respect des rôles et responsabilités dévolus d'une part, aux élus et, d'autre part, aux gestionnaires et employés municipaux.

La Commission a déposé son rapport au gouvernement le 30 avril 2015.

**Étude des crédits 2016-2017**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande n° 102

La liste des demandes d'examen préalable en matière de déontologie et d'éthique au niveau municipal traitées depuis 2010. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, règles d'après-mandat, corruption, etc.), le caractère vexatoire ou non, fondé ou non des différentes demandes et les suites qui ont été données par le ministère, la Commission municipale et le Directeur des poursuites criminelles et pénales aux demandes considérées comme fondées.

La liste des demandes d'enquête concernant des manquements aux codes d'éthique et de déontologie applicables aux élus municipaux et leur examen préalable fait conformément à l'article 20 de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (LEDMM) est contenue dans un fichier de renseignements personnels. Ce fichier ou registre dont les renseignements sont protégés et donc confidentiels en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (LAI), ne peut être communiqué.

- **Depuis la sanction de la LEDMM, le 2 décembre 2010 et jusqu'au 29 février 2016, le Ministère a traité 485 demandes d'enquête.** De ce nombre, 101 demandes ont été transmises à la CMQ pour enquête. Le Ministère a donc rejeté 384 demandes à l'étape de l'examen préalable, et ce, en invoquant l'un des motifs fixés par la LEDMM (demande incomplète, manifestement mal fondée, frivole ou vexatoire). Pour l'exercice financier 2015-2016 soit du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 29 février 2016, 159 demandes ont été examinées, 25 ont été transmises à la CMQ pour enquête et 134 ont fait l'objet d'un rejet.

**Étude des crédits 2016-2017**  
**Demande de renseignements particuliers**

Demande n° 102

La liste des demandes d'examen préalable en matière de déontologie et d'éthique au niveau municipal traitées depuis 2010. Indiquer les types de motifs allégués (malversation, règles d'après-mandat, corruption, etc.), le caractère vexatoire ou non, fondé ou non des différentes demandes et les suites qui ont été données par le ministère, la Commission municipale et le Directeur des poursuites criminelles et pénales aux demandes considérées comme fondées.

**Données provenant de la CMQ et couvrant la période du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 28 février 2016 :**

- La Commission municipale du Québec a reçu 25 demandes d'enquête du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire concernant l'éthique et la déontologie en matière municipale pour lesquels elle a ouvert 25 dossiers.
- Elle a rendu 18 décisions.
- Pour les 18 décisions rendues :
  - pour 4 décisions, la Commission n'a constaté aucun manquement;
  - pour 3 décisions, la Commission a constaté un manquement;
  - pour 4 décisions, la Commission a mis fin à l'enquête et a accueilli la requête en irrecevabilité;
  - pour 4 décisions, la Commission a rejeté la requête en irrecevabilité. De ce fait, la Commission entendra la demande d'enquête et rendra une décision;
  - pour 2 décisions, la Commission a accepté d'émettre une ordonnance de confidentialité;
  - pour une décision, la Commission a autorisé le retrait de la demande d'enquête.
- 32 demandes sont en traitement.

